

Quel Avenir pour les TSEEAC dans le contrôle ?

Le dénigrement des TSEEAC se retrouve à tous les niveaux mais en particulier à la DSNA. Au sein de ce grand service, les contrôleurs d'aérodrome sont les parents pauvres de l'action syndicale et du dernier protocole.

Un peu d'histoire

A la mise en place du Brevet puis de la licence de contrôleur d'aérodrome, les confédérations se sont opposées à ce que les TSEEAC soient traités comme les ICNA.

On aura tout entendu : « La marche était trop haute », « ce n'était pas utile », il s'agissait d'« élitisme de la part de l'UTCAC », tous les prétextes étaient bons.

Ces syndicats imaginaient une « habilitation » comme pour l'information de vol ou les agents AFIS, et l'administration trouvait l'idée séduisante.

L'UTCAC a dû mener un combat difficile, non seulement contre l'administration, mais aussi contre ces syndicats !!

Au final, les contrôleurs TSEEAC ont la même licence européenne de contrôleur que les ICNA même s'il subsiste des différences de traitement (service actif, conditions de départ à la retraite, etc.).

L'UTCAC ne s'est pas arrêtée là : il y a maintenant des visus radar dans les tours de contrôle TSEEAC.

Aujourd'hui, chacun se félicite du travail accompli, n'hésitant pas à s'approprier le travail de l'UTCAC, mais tout en continuant à considérer qu'il y a contrôle ... et **CONTRÔLE !!**

Il est temps que les TSEEAC ouvrent les yeux sur l'attitude corporatiste des confédérations qui n'est pas en leur faveur.

Les regrets de la dernière négociation protocolaire

L'UTCAC demande depuis longtemps une revalorisation de l'EVS des contrôleurs TSEEAC. Ils ont en effet le taux le plus bas et si, pendant un temps, cette demande était bloquée par le 1er taux des ICNA qui se situait juste au-dessus du leur, il n'en est plus de même aujourd'hui.

Ce protocole devait être celui de l'augmentation du taux d'EVS des contrôleurs TSEEAC.

Avec le nivellement par le bas de ce protocole prétendument pour tous, CGT et FO ont empêché une réforme attendue depuis longtemps et justifiée.

Pire, au final, seul le supplément ISQ aura été revalorisé, excluant de fait les TSEEAC !

Par ailleurs, un retour vers les personnels qui subissent ces fermetures aurait été justifié.

En manque d'idées et de solutions, les signataires ont récupéré la revendication de l'UTCAC d'élargir l'accès au RTAC mais pour la dévoyer.

En effet, il est inadmissible qu'à cette occasion, un RTAC au rabais ait été créé (6 ans d'exercice préalable de la fonction éligible !!).

Ce type de disposition n'existe pour aucun autre corps défendu par les confédérés.

De plus, cet accès est une solution de dupes :

- Le RTAC finit au 712 alors que l'indice terminal du corps est au 702 (10 points bruts au-dessus) !
- Sans la nomination effective des assistants de subdivision et des chefs CA dans le CTAC mesure obtenue par l'UTCAC en 2010 et reprise en 2013, cet accès est totalement virtuel tant il y a d'attente !!

Deux poids, deux mesures

- Les examinateurs ICNA sont identifiés et valorisés sur le plan indemnitaire alors que les TSEEAC continuent à faire du « bénévolat »,
- Les ICNA qui restent sur un terrain déclassé bénéficient d'un maintien de leurs primes pendant 9 années alors qu'un TSEEAC jeté hors de son terrain ne bénéficie que de 3 ans.

Rappelons à ce sujet que, après que l'UTCAC a constaté un front uni syndicats/administration contre les TSEEAC et a quitté la dernière séance du protocole, la durée de 6 ans obtenue par l'UTCAC (qui réclamait 9 ans) est passée ... à 3 ans ???!!

Si les syndicats signataires défendaient réellement les TSEEAC, qui peut croire qu'ils ne pouvaient pas - a minima - maintenir ce que l'UTCAC avait déjà obtenu ?

Des fermetures massives honteusement appelées « réorganisations »

Entre renoncement et compromission, où est le sens du service public que certains mettent en avant quand ça les arrange ?

Où sont les notions de combat syndical et de défense des agents ?

Ils sont exclusivement côté ICNA.

En effet, alors que le plan annoncé et connu de tous était de fermer 15 approches, CGT et FO ont négocié leur maintien jusqu'en 2025 (!!) contre la fermeture de 12 terrains TSEEAC, de 12 délégations et 6 BRJA.

Cette attitude clairement corporatiste et insensée a ouvert une boîte de Pandore dont personne ne connaît les conséquences.

On vient aujourd'hui vous parler d'inéluctabilité, de décision politique irréversible, impossible à contrer, etc. mais les mensonges de ceux qui prétendent qu'on n'y pouvait rien (*alors même qu'ils ont fait échec à la fermeture des approches (??)*) ne changent rien à cette réalité :

Les signataires ont vendu des services TSEEAC pour préserver des terrains ICNA !

La vérité est que la DGAC devait, comme beaucoup d'autres administrations, faire des efforts.

Faire porter ces efforts quasi-exclusivement sur le corps des TSEEAC a été une décision du Secrétaire général de la DGAC et de ses complices signataires.

Et l'Europe ?

L'Europe pousse de plus en plus à une séparation structurelle (et non uniquement fonctionnelle) de la DSNA et de la DSAC.

Par ailleurs, la commission exige des résultats identifiables dans la construction du FABEC et notamment en termes de performance.

La nouvelle commissaire européenne Violeta BULC, fraîchement nommée, a tenu un discours qui aurait pu être celui de son prédécesseur Siim KALLAS et a justifié les procédures engagées contre les états :

Combien de temps résistera-t-on ?

À cela, on peut ajouter l'audit de standardisation que vient de terminer l'AESA, et qui pointe une fois de plus le manque d'indépendance entre la DSAC et la DSNA.

Chacun sait que toute la DSNA ne rentre pas dans le FABEC.

Cela signifie que :

Au-delà d'un éclatement de la DGAC, c'est celui de la DSNA qui pointe !!

La question que vous devez vous poser aujourd'hui est :

Qui défendra les TSEEAC au moment crucial ?

Il est clair que les jours de la DGAC unie dont beaucoup se réclament dans un simple discours de façade sont comptés.

La question est comment cela va-t-il se passer pour les personnels non ICNA ?

L'avenir du contrôle d'aérodrome et des TSEEAC

Maintenant que certaines Organisations Syndicales ont montré à l'administration qu'elle pouvait fermer de façon massive les terrains TSEEAC sans opposition :

- Qui arrêtera le mouvement engagé ?
- Qui empêchera de les fermer tous ?
- Qui empêchera la DGAC de suivre, sous pression de l'UAF, les exemples allemand et espagnol de privatisation et d'externalisation qui en séduisent plus d'un à la DSNA ?

Il est à craindre que, une fois encore, les TSEEAC contrôleurs soient sacrifiés si un message clair n'est pas envoyé aussi bien à ces organisations devenues plus patronales que syndicales qu'à notre administration.

Les élections de décembre sont l'espace où chacun doit s'exprimer, bien au-delà du sentiment d'écoeurement suite au protocole 2013.

**Les 2, 3 et 4 décembre 2014, ne restez pas sans voix :
votez UNSA !!**

+ utile l'Unsa !

Si vous souhaitez être réellement défendus par un syndicat qui sait dire NON, votez UNSA aux prochaines élections !!